

Actualité > Grand Sud > Ariège > Foix

Publié le 07/02/2018 à 03:50, Mis à jour le 07/02/2018 à 08:04

La pression monte avant la présentation de la carte scolaire 2018

Éducation



Delphine Benyoussef secrétaire départementale du SNES-FSU, au mégaphone, a énuméré les sujets qui opposent les enseignants à leur ministère./ Photo DDM, B.H.

Deux syndicats, la CGT Educ'Action le SNES-FSU ont manifesté hier matin devant les grilles de la direction des services de l'Éducation nationale pour dénoncer le démantèlement de l'enseignement.

C'est ce matin, dans les locaux de la direction des services départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN) que sera officialisée la carte scolaire qui entrera en vigueur à la rentrée de septembre. Si un rassemblement des syndicats enseignants et des associations des parents d'élèves est de nouveau programmé, hier, le SNES -FSU et la CGT Educ'Action ont battu le pavé.

26 000 élèves de plus à la rentrée

LADEPECHE.fr

Les inquiétudes sont nombreuses pour les deux organisations syndicales, rejointes pour l'occasion par des enseignants du collège de Varsovie, qui craignent de voir disparaître à la rentrée, une classe de troisième.

Devant l'entrée de la DSDEN, Delphine Benyoussef, secrétaire départementale du SNES-FSU, a résumé les inquiétudes du corps professoral. «Sur le plan national, explique-t-elle, on devrait compter à la rentrée de septembre, 26 000 élèves de plus. Dans le même temps, on prévoit un effectif amputé de 2 600 postes dans l'Éducation nationale, toutes catégories confondues».

Dans le même temps, les admissions au CAPES (Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré) devraient être amputées de 20 %.

Selon la déléguée syndicale, cette situation va dégrader les conditions d'enseignement, les conditions de travail et faire gonfler les effectifs dans les classes.

Accédez à 100% des articles locaux à partir d'1€/mois

Autre sujet de discord : la création par le ministère de *Parcours Sup*. Un dispositif que les syndicats jugent discriminatoire et, à tout le moins pas plus efficace que le décrié système *Admission Post Bac* et dont les nombreux couacs ont mis en exergue ses limites.

«Un tri sélectif»

«Pour nous, estime encore Delphine Benyoussef, ce nouveau dispositif s'apparente à un tri sélectif, où les élèves les plus défavorisés auront encore moins de choix». Les manifestants ne sont pas plus tendres à l'égard de la réforme du baccalauréat, qui, selon eux, devrait encore accroître les inégalités et les chances de pouvoir accéder à l'enseignement supérieur. Si l'on ajoute le projet gouvernemental de prévoir des départs volontaires pour les fonctionnaires, la coupe semble effectivement bien pleine.

B.H.